

Montreuil le mercredi 2 octobre 2019

Sécurité Sociale

MSA

RSI

Mutualité

Retraite et Prévoyance

Aide et Maintien à Domicile

Pôle-Emploi

Missions Locales-PAIO

Régies de Quartier

Associations-Divers

Lettre du Secrétaire Général de la Fédération Nationale du Personnel des Organismes Sociaux aux Secrétaires Généraux des syndicats.

Chères et chers Camarades,

La bataille contre le projet Macron/Delevoye de réforme des retraites ne fait que commencer. Le 24 septembre dernier, nous avons été nombreux à participer aux rassemblements et manifestations organisés partout en France à l'appel de notre organisation, parfois en intersyndicale. Ce n'était qu'un début et il nous faut maintenant amplifier le rapport de force contre ce qui apparaît comme la destruction programmée de notre modèle social.

Après la loi travail, la loi El Khomri, la fusion de l'Agirc et l'Arrco, la réforme de l'assurance chômage, la disparition du Régime Social des Indépendants, le transfert de la gestion du Régime Obligatoire de certaines mutuelles, le rapprochement des Missions locales et de Pôle Emploi... la liste n'est hélas pas exhaustive, ce gouvernement au service des ultra riches et à la solde du patronat et des financiers s'attaque de manière frontale à l'ensemble de notre système de retraites.

Si ce projet de loi sur la mise en place d'un régime universel de retraite par points arrive à son terme, nous savons que la prochaine étape consistera à démanteler la Sécurité sociale et plus globalement l'ensemble de notre protection sociale.

Et pourtant, malgré les réformes successives, les Projet de Loi de Finances (PLF) et Projet de Loi de Financement de la Sécurité sociale (PLFSS), les Conventions d'Objectifs et de Gestion et autres conventions tripartites, notre système est encore l'un des plus protecteurs au monde. Ainsi, la Sécurité sociale, par son financement basé sur le salaire socialisé, son régime général et sa gestion initialement confiée aux assurés sociaux relève de conquêtes ouvrières sans cesse combattues par le patronat et les gouvernements successifs.

Véritable homme de main du Patronat, le Président est déterminé à finir la sale besogne afin de détricoter ce qui reste du programme du Conseil National de la Résistance. C'est pour lui et les chantres du libéralisme, le point culminant du processus engagé d'une transformation de notre société vers un individualisme exacerbé, le rêve en somme d'une start-up nation qui aura définitivement enterré notre modèle social.

Cette réforme des retraites est bien plus qu'un changement de modèle social, c'est la fin de celui-ci. La fin de notre Sécurité sociale imaginée et mise en œuvre par Ambroise CROIZAT et bâtit pierre après pierre par notre CGT. Notre organisation se doit d'être à la hauteur de cet enjeu pour les travailleurs et d'être le fer de lance de cette inévitable bataille. C'est bien dans la lutte et dans la rue que chaque régime doit être défendu, pas dans les ministères !

Notre Fédération est doublement concernée, d'abord parce que nous sommes les héritiers, en tant que salariés des organismes sociaux, des jours heureux et ensuite en tant qu'assurés sociaux et bénéficiaires de ce qui nous protège des aléas de la vie de la naissance à la mort.

Fédération Nationale Cgt des Personnels des Organismes Sociaux

263, rue de Paris Case 536—93515 Montreuil Cedex—Tél. : 01 55 82 87 01—Fax : 01 48 59 24 75

fede@orgasociaux.cgt.fr—www.orgasociaux.cgt.fr

Plus que jamais la défense de chacun passe par celle de tous afin d'obtenir le retrait de cette réforme et de gagner l'amélioration de notre système actuel des retraites. Nous savons que la question des retraites a toujours été le catalyseur de très fortes mobilisations populaires.

Nous avons aujourd'hui, plus que jamais besoin d'une CGT combative et forte pour créer un rapport de force suffisant et indispensable pour faire plier ce gouvernement.

Nous pouvons, nous devons gagner car nous n'avons plus le choix. Nous affirmons notamment la nécessité d'expliquer qu'avec cette réforme, aucune négociation de branche ou catégorielle ne permettra de sauver son régime particulier. C'est bien du tous ensemble dont nous avons besoin pour éviter les tentatives de division entretenues par certains, des négociations sectorielles.

Ainsi, nous devons être convaincus et convaincants que d'autres choix sont possibles ! Notre Fédération a mis en place une formation spécifique, un « Ça bouge » spécial retraite ainsi qu'une série d'affiches pour sensibiliser les syndiqués, les salariés et la population aux dangers de cette réforme mais également faire connaître nos propositions. Dans les régions, les Unions départementales, les débats publics, partout où nous pouvons, nous avons à expliquer et convaincre afin de faire grandir la mobilisation. Il nous faut organiser partout des assemblées générales dans l'unité la plus large pour préparer une riposte à la hauteur des enjeux.

D'ores et déjà, il nous faut être solidaire le 8 octobre à l'appel de l'intersyndicale des retraités et de nos camarades de l'aide et du maintien à domicile, le 15 octobre, avec ceux de la santé et des services publics, tout en étant attentifs à ce qui sortira de l'interconfédérale du 9 octobre ainsi que de la montée en puissance du 5 décembre.

Enfin le PLF et le PLFSS vont être débattus à l'Assemblée Nationale et nous savons déjà que la vente à la découpe de nos services publics et le pillage de nos cotisations sociales seront à l'ordre du jour de ces deux projets de loi. Il nous faudra, là aussi, être extrêmement vigilant et en capacité de réagir de manière efficace auprès des salariés et de la population du holdup gouvernemental et patronal sur l'ensemble de nos biens communs.

Notre Fédération et ses syndicats doivent être en première ligne. C'est pourquoi nous allons proposer rapidement, dans la suite du 30 septembre, une interfédérale la plus large possible, pour analyser la situation, le contexte actuel de l'ensemble de la protection sociale et définir, si possible ensemble, un calendrier de lutte qui doit nous conduire vers la grève générale si nécessaire...

Dans cette période, nous ne pouvons pas rester l'arme au pied et chaque syndicat, chaque organisme, chaque branche doivent systématiquement déposer des préavis de grève pour permettre au plus grand nombre d'être dans l'action.

En tant que Secrétaire Général d'une Fédération qui s'applique à défendre notre protection sociale et promouvoir le 100 % Sécurité Sociale, je compte sur chacun d'entre vous pour être les fers de lance d'un combat qui s'annonce crucial pour notre avenir et celui de nos enfants...

Je vous prie, chères et chers camarades, d'agréer mes salutations syndicales et combattives.



Denis LALYS
Secrétaire Général FNPOS